

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODEVOIS ET LARZAC

Accusé de réception en préfecture
034-200017341-20201207-DC_201207_083-AR
Date de télétransmission : 14/12/2020
Date de réception préfecture : 14/12/2020

DÉCISION

numéro
CCDC-201207-083

portant sur

ACQUISITION D'UN VÉHICULE DE TYPE MINI-BENNE POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS

Le Président de la Communauté de Communes Lodévois et Larzac,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22,

VU la délibération n° CC_200711_03 du Conseil communautaire en date du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue à l'alinéa de l'article L.2122-22 du CGCT sus-visé,

CONSIDÉRANT que le montant des prestations est inférieur au seuil de 214 000,00 € HT et que par conséquent, il est fait recourt à une procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R. 2123-1 1° du code de la commande publique,

VU l'appel public à la concurrence, publié le 21 août 2020 relatif à la conclusion d'un marché pour l'acquisition d'un véhicule de type mini-benne pour la collecte des déchets,

CONSIDÉRANT les offres remises à la collectivité dans le cadre de cette procédure,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De conclure un marché relatif à l'acquisition d'un véhicule de type mini-benne pour la collecte des déchets avec la société PB ENVIRONNEMENT, ZA plateau de Bertoire, 37 avenue J. Monnet, 13410 LAMBESC,

ARTICLE 2 : Le montant du marché s'élève à 92 269,00 euros hors taxes soit 111 232,80,00 euros toutes taxes comprises (compris dans TTC : carte grise « en exonération de TVA » 510,00 euros),

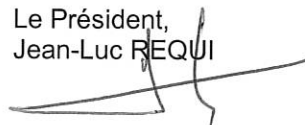
ARTICLE 3 : Dit que la dépense correspondante est inscrite au budget principal section d'investissement, chapitre 21, article 2182, opération 231,

ARTICLE 4 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Lodève, le sept décembre deux mille vingt

Le Président,
Jean-Luc REQUI



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.